



**Communauté de Communes de la Vallée du Lot et du Vignoble**  
**13 Avenue de la gare**  
**46700 Puy-L'évêque**  
**Tel : 05.65.36.06.06**

# **TRAVAUX DE MODERNISATION DES VOIES COMMUNALES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DU LOT ET DU VIGNOBLE**

## **Marché 2026-02**

**Marché public de Travaux**

**Marché à Procédure Adaptée (MAPA) en application de l'article L2123-1 du Code de la  
Commande Publique**

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Date et heure limite de remise des offres :**

**Vendredi 27 mars 2026 à 12h00**

## **A- OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne les prestations suivantes :

### **TRAVAUX DE MODERNISATION DES VOIES COMMUNALES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DU LOT ET DU VIGNOBLE**

Maîtrise d'ouvrage :

#### **COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DU LOT ET DU VIGNOBLE**

13 avenue de la Gare

46700 PUY L'EVEQUE

05.65.36.06.06

[commandepublique@ccvlv.fr](mailto:commandepublique@ccvlv.fr)

## **B- CONDITION DE LA CONSULTATION**

### **a. NATURE DE LA PROCEDURE**

Consultation selon la procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la commande publique

### **b. LOTS**

Il n'est pas prévu de découpage en lot.

Les prestations seront attribuées par marché unique.

### **c. MODE DE REGLEMENT**

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les demandes de règlements seront obligatoirement déposées sur la plate-forme Chorus Pro.

### **d. DELAI D'EXECUTION**

Les stipulations relatives aux durées et délais sont identiques à celles précisées dans l'acte d'engagement, à savoir :

La date de démarrage des travaux est fixée par l'ordre de service.

La date de fin de réalisation est fixée au plus tard le 30 septembre 2026.

### **e. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date de limite de remise des offres.

#### **f. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le **Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)** est à retirer par les candidats sur le site web suivant : <http://www.marches-securises.fr>

Le DCE (liste des pièces à fournir au candidat par le maître d'ouvrage) comprend les documents suivants :

- Acte d'engagement
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif Estimatif (DQE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le règlement de consultation

#### **g. FORME DU MARCHÉ**

Marché ordinaire.

#### **h. FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS**

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation de l'offre.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

### **C- PRÉSENTATION DES OFFRES**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **Acte d'Engagement** et ses éventuelles annexes, complété, daté et signé par le candidat,
- **Bordereau des Prix Unitaires** : tous les postes doivent être obligatoirement chiffrés,
- **Détail Quantitatif Estimatif**
- **Mémoire Technique** détaillant les dispositions que prendra le candidat pour l'exécution des travaux à savoir :

- L'organisation du chantier : installation, signalisation, sécurité des employés et des tiers, circulation routière et l'encadrement propre au chantier telle la désignation du responsable de la signalisation, le responsable du contrôle interne
- La composition (personnel et matériel) des ateliers des enduits superficiels
- La provenance des fournitures et leurs références techniques ainsi que les « fiches produits » correspondant à chaque fourniture Les mesures prises en matière de développement durable avec modalités d'évacuation et lieux de dépôt des déchets, distance d'approvisionnement des matériaux.

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS.

En cas de groupement, l'acte d'engagement est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Le candidat devra de plus produire les pièces justificatives mentionnées à la page 6 :  
I-JUSTIFICATION A PRODUIRE.

## **D- COHÉRENCE DE L'OFFRE**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **E- OPTIONS ET VARIANTES**

Il n'est pas prévu d'options techniques et les variantes ne sont pas autorisées.

## **F- MODIFICATIONS MINEURES AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **G- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires concernant cette consultation, les candidats sont invités à poser leurs questions au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, via la plateforme de dématérialisation.

## **H- VISITES SUR SITES**

Pour les visites sur sites, prendre contact avec :

- M.QUEYREL Michel : 06.78.46.23.63 pour les chantiers sur le secteur de LUZECH.
- M.SARAIVA Manu : 06.07.80.63.45 pour les chantiers sur le secteur de PUY L'EVEQUE.

## **I- JUSTIFICATIONS À PRODUIRE**

### **a. PRESENTATION DES CANDIDATURES**

Conformément à l'article R.2143-3, les candidats produisent à l'appui de leur candidature :

- **Lettre de candidature** (DC1) ;

- **Déclaration sur l'honneur** attestant qu'il n'entre pas dans l'un des cas prévus par les articles R.2143-1 à R.2143-14 du Code de la Commande Publique, et, qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

- **Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement** (DC2) : renseignements permettant de vérifier l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière, et les capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R. 2143-3-2°, R.2143-5, R.2143-11 et l'annexe 9 du CCP correspondant à l'arrêté fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ;

- **Déclaration de sous-traitance** (DC4) en cas de recours à la sous-traitance.

Pour information, les formulaires types de déclaration du candidat sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Selon l'article R.2143-4 du CCP, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), rédigé en français, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés ci-dessus.

Le candidat attributaire du marché, les cotraitants et sous-traitants, devront fournir les documents justificatifs et moyens de preuves mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et dans l'annexe 4 du CCP.

#### **b. DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE A FOURNIR PAR LE/LES SOUMISSIONNAIRE(S) AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE**

Le(s) candidat(s) attributaire(s) du marché fournit (ssent) les documents justificatifs suivants :

Les renseignements permettant de vérifier l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, les capacités économiques et financières, et les capacités techniques du candidat sont les suivants :

➤ Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Les documents et renseignements destinés à vérifier que le candidat est apte à exercer son activité professionnelle ; extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K Bis) ou au répertoire des métiers (RM)

➤ Capacités économiques et financières :

- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration figurant en § F1 de la DC2) ;
- Preuve d'une **assurance** pour les risques professionnels pertinents.

➤ Capacités techniques :

Mémoire technique présenté dans l'offre.

## J- CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

La réponse par la voie dématérialisée est obligatoire.  
Toute offre papier est un motif d'irrégularité.

La transmission des candidatures et des offres des entreprises est établie par voie électronique sur son profil acheteur accessible à l'adresse suivante :  
<https://www.marches-securises.fr>

Les modalités de transmission des offres sur support électronique sont précisées dans le document « Conditions générales d'utilisation de la plate-forme de dématérialisation » téléchargeable à l'adresse sus citée.

## K- JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

**Analyse des candidatures :** Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont les garanties et capacités professionnelles, techniques et financières. Ces garanties seront analysées sur la base des pièces de la déclaration du candidat (DC2 ou équivalent) indiquant la présentation générale de l'entreprise (moyens humains et matériel), ses références sur des travaux similaires.

**Analyse des offres :** Il est établi un premier classement des offres. Une phase de négociation pourra être engagée avec les trois premiers candidats dont l'offre a été classée. A l'issue de cette phase de négociation un deuxième classement sera effectué.

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur les critères ci-dessous :

### 1. Critère Prix des prestations pondéré à 60%

Le prix hors taxes de l'entreprise présentant l'offre la moins onéreuse se verra affecter la note de 60, les autres notes seront calculées comme suit :

**Note = 60 (offre la moins disante / offre considérée)**

La note sera arrondie au point.

### 2. Critère Valeur technique appréciée au vu du mémoire technique pondéré à 40%.

La valeur technique de l'offre sera évaluée au regard du contenu du mémoire technique et décomposée comme suit :

- L'organisation du chantier : installation, signalisation, ... **sur 10 points**
- La composition (personnel et matériel), ... **sur 10 points**

- La provenance des fournitures, ... **sur 10 points**
- Les mesures prises en matière de développement durable, ... **sur 10 points**

Chacun des 4 sous-critères ci-dessus du mémoire technique sera évalué de la manière suivante :

0 % Pas de proposition : Pas de réponse

20 % Les éléments exposés dans le mémoire sont succincts ou insuffisants pour évaluer ce critère de manière complète : Réponse faible

40 % Le mémoire est acceptable mais il y a des absences de lisibilité de la proposition pour évaluer l'adéquation de l'offre avec les besoins : Réponse moyenne

60 % Le mémoire satisfait moyennement aux exigences qualitatives et ou quantitatives attendues pour ce marché : Réponse assez bonne

80 % Le mémoire répond à la plupart des exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour ce marché : Réponse très bonne

100 % Le mémoire répond à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives : Réponse excellente, personnalisée

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

## **L- EXAMEN DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES**

Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

Conformément à l'article L2152-6 du CCP, lorsqu'une offre semble anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre. Si, après vérification des justifications fournies par l'opérateur économique, l'acheteur établit que l'offre est anormalement basse, il la rejette dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

## **M-INFRUCTUOSITÉ**

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, relancera une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée.

\*\*\*\*\*